

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 08/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRIQUETERIES DU NORD SA.

BRIQUETERIES DU NORD SA.
RUE VIEILLE
59160 Lille

Références : V3/2024/94
Code AIOT : 0007000058

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2023 dans l'établissement BRIQUETERIES DU NORD SA. implanté CHEMIN NOIR 59160 Lille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRIQUETERIES DU NORD SA.
- CHEMIN NOIR 59160 Lille
- Code AIOT : 0007000058
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les caractéristiques principales de la carrière « Briqueterie du Nord » de Lomme sont les suivantes :

- surface d'autorisation de 12,7 ha sur le territoire de la commune de Lomme et d'une profondeur de 12,5 m,
- carrière de limon, d'argile et de sable,
- profondeur maximale à la cote + 18 m NGF,
- capacité de 85 000 t/an pour l'extraction de limon, d'argile et de sable,
- nombre d'employés : 1 + 4 Entreprises Extérieures 1 mois/an pour l'exploitation du gisement,
- urbanisation : première habitation à quelques mètres de l'entrée de la carrière,

En 2020, la carrière a produit 14 300 t d'argile, n'a pas extrait de sable et a accueilli 62000 tonnes de déchets inertes (entre avril 2020 et avril 2021), mis en remblayage dans le respect des limites de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 04/09/2009 (APA).

Contexte de l'inspection :

- suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Matériaux de remblayage	AP de Mise en Demeure du 30/11/2021, article 1	Sans objet
2	Réception et mise en place des matériaux	AP de Mise en Demeure du 30/11/2021, article 2	Sans objet
3	Registre et plan de Remblayage	AP de Mise en Demeure du 30/11/2021, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués le jour de la visite permettent de considérer que les articles 1, 2 et 3 de la mise en demeure du 30 novembre 2021 sont respectés.

L'inspection propose à Monsieur le préfet de lever la mise en demeure du 30 novembre 2021.

L'ensemble des constats effectués sont détaillées dans les fiches d'inspection du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Matériaux de remblayage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/11/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1 – La société SA Briqueterie du Nord exploitant d'une carrière de limons, d'argile et de sable sur le territoire de la commune de Lomme au lieu-dit « La Mitterie » est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 10.3.2, dans un délai d'une semaine à compter de la notification du présent arrêté.</p>

Arrêté préfectoral du 04/09/2009

10.3.2. Matériaux de remblayage

§1 - Ces matériaux peuvent être codifiés selon l'annexe II de l'article R 541-8 relatif à la classification des déchets s'ils répondent à la définition du terme déchet figurant à l'article L 541-1 du Code de l'Environnement.

§2 - Sont interdits :

- les déchets considérés comme dangereux dont la codification comporte un astérisque (*) selon les modalités de l'annexe précitée, et en particulier les déchets contenant de l'amiante (17 06 05*),
- les déchets municipaux : déchets dont l'élimination au sens du titre IV du livre V du Code de l'Environnement relève de la compétence des communes (articles L 2224-13 et L 2224-14 du code général des collectivités territoriales),
- les déchets industriels inertes provenant d'installations classées qui doivent être déposés dans une installation de stockage répondant aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 31/12/04. Cet arrêté ministériel, après sa publication, s'applique aux installations autorisées postérieurement et aux installations existantes pour lesquelles un délai de deux ans, à compter du 01/03/05, est accordé pour leur mise en conformité.

§3 - Sont autorisés sous réserve de leur caractère inerte les déchets visés dans l'annexe 4 du présent arrêté, ainsi que les déchets provenant d'installations classées de fabrication de matériaux de construction, similaires aux gravats et déchets inertes issus de l'activité du bâtiment et des travaux publics.

Constats :

Rappels des constats de la visite d'inspection du 06/05/2021 :

Des déchets divers non inertes, bâches, géotextiles, ferrailles, gaines plastiques en tous genres, balais d'essuie-glace etc.. sont présents et visibles en surface sur tout le site aux endroits déjà remblayés. Ces déchets ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 10.3.2.

Constats de la visite du 23/11/2023 :

L'exploitant réalise des opérations de recyclage de déchets inertes extérieurs ainsi que des opérations de remblayage de la carrière.

Pendant la visite de terrain l'inspection constate la présence de terres excavées et de gravats (bétons, briques, enrobé).

Une partie des déchets inertes réceptionnés est utilisé pour le remblayage de la carrière.

A la demande de l'inspection, l'exploitant transmet deux extraits du registre des déchets.

Le premier extrait concerne les déchets inertes extérieurs qui ont fait l'objet d'une opération de recyclage. Il concerne les réceptions de déchets du 09/01/2023 au 16/06/2023.

Les codes déchets relevés dans cet extrait sont : 170302 (mélanges bitumineux), 170107 (mélanges de bétons, briques, tuiles et céramiques).

Le second extrait concerne les déchets inertes extérieurs destinés au remblayage de la carrière de Lomme.

Il concerne les réceptions de déchets du 9/01/2023 au 25/08/2023.

Les codes déchets relevés dans cet extrait sont : 170504 (terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03).

Lors de la visite sur site, l'inspection constate qu'il n'y a pas de matériaux non inertes de visibles sur la zone en cours de remblayage au Nord-Est de la carrière.

Compte-tenu des constats réalisés précédemment et notamment le fait que le jour de l'inspection, sur la zone de remblai, d'une part aucun déchet interdit n'est présent et que d'autre part les déchets présents sont bien des déchets explicitement autorisés, l'inspection considère que l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 30/11/2021 est à présent respecté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réception et mise en place des matériaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/11/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle visuel et tri
Prescription contrôlée : Article 2 – La société SA Briqueterie du Nord exploitant d’une carrière de limons, d’argile et de sable sur le territoire de la commune de Lomme au lieu-dit « La Mitterie » est mise en demeure de respecter les dispositions de l’article 10.3.3 §3 en : <ul style="list-style-type: none">- mettant en place un contrôle des déchargements des camions de déchets inertes,- en procédant au tri des déchets extérieurs admis pour le remblayage de la carrière afin d’en soustraire les déchets non inertes et les évacuer par une filière agréée, dans un délai d’une semaine à compter de la notification du présent arrêté. Arrêté préfectoral du 04/09/2009 : §3 - Réception des matériaux [...] Le déchargement des matériaux inertes doit se faire sous la surveillance d’une personne nommément désignée par l’exploitant afin de vérifier l’absence de déchets interdits, tels que définis à l’article 10.3.2 §2 du présent arrêté, ou de les soustraire avant l’enfouissement. Les matériaux ne doivent pas être bennés directement en fond de fouille. Avant enfouissement, les déblais doivent subir un examen visuel et olfactif de contrôle et un tri qui permettent de déceler et de soustraire les éléments indésirables résiduels (bidons, fûts, ferrailles...) ; ils sont ensuite poussés par un buteur. Une benne amovible ou container pour la récupération des refus doit rester disponible en permanence sur le site. [...]
Constats : <u>Constats de l’inspection du 06/05/2021 :</u> La surveillance au déchargement de la part de l’exploitant est insuffisante, alors qu’elle est requise au déchargement, l’exploitant ne respecte pas la prescription de l’article 10.3.3. § 3. Le déchargement de déchets a lieu en l’absence de l’exploitant et comprend des déchets non inertes. Les opérations de tri réalisées suite au déchargement des déchets inertes avant le remblayage de la carrière pour soustraire les déchets non inertes sont insuffisantes compte tenu de la présence de déchets non inertes constatée en différents endroits du site remblayé. <u>Constats de l’inspection du 23/11/2023 :</u> Pendant la visite d’inspection, aucun lot de déchets inertes n’est reçu dans la carrière de Lomme. L’inspection se rend sur le terrain au niveau de la zone où sont déposés les déchets inertes destinés au remblayage. L’exploitant indique à l’inspection la procédure de réception des déchets inertes destinés au remblayage :

- les camions font l'objet d'un contrôle visuel à l'entrée de la carrière,
- les déchets sont déposés par les camions sur une plateforme, à distance de la zone de remblayage,
- les déchets sont étalés par l'exploitant et poussés vers la zone de remblayage.

Une benne est disposée à proximité de la carrière et est utilisée pour le tri des matériaux.

Les observations effectuées par l'inspection le jour de la visite montrent que :

- une benne est disponible pour réaliser le tri des déchets,
- une plateforme de dépôt des déchets destinés au remblayage permet le contrôle des déchets avant qu'ils ne soient poussés vers la fosse,
- trois conducteurs d'engins sont présents sur la carrière,
- il n'est pas observé de déchets non inertes au niveau de la zone de remblai.

Ces constats montrent que l'exploitant a mis en place une procédure de réception des déchets qui respecte l'article 10.3.2 de l'arrêté préfectoral du 04/09/2009.

Au vu des constats réalisés précédemment le jour de la visite, l'inspection considère que l'article 2 de la mise en demeure du 30/11/2021 est respecté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Registre et plan de Remblayage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/11/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes
Prescription contrôlée : Article 3 – La société SA Briqueterie du Nord exploitant d’une carrière de limons, d’argile et de sable sur le territoire de la commune de Lomme au lieu-dit « La Mitterie » est mise en demeure de respecter les dispositions de l’article 10.3.3 §4 en mettant en œuvre un registre des refus dans un délai d’un mois à compter de la notification du présent arrêté ; Article 10.3.3 de l'Arrêté préfectoral du 04/09/2009 : §4 - Registre et plan de remblayage L'exploitant doit tenir un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, répertoriant pour chaque chargement de déchets présenté, la provenance, la quantité, les caractéristiques des matériaux, le moyen de transport utilisé, la zone de remblayage, ainsi qu'un plan topographique localisant ces zones. Les refus sont également consignés sur ce registre avec l'indication des non-conformités constatées. Une quantification annuelle du tonnage des matériaux inertes reçus est réalisée. Ce registre conservé pendant au moins 5 ans, est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. La zone de remblayage utilisée correspondant à celle définie par le plan de remblayage doit être matérialisée sur le site. En cas d'acceptation des déchets, un accusé de réception ou double du bordereau de suivi est délivré à l'expéditeur des déchets. En cas de non-conformité des matériaux, il appartient à l'exploitant de refuser le chargement et de le renvoyer vers son lieu de production. [...]
Constats : <u>Constats de la visite du 06/05/2021 :</u> Le registre de suivi des déchets (année glissante avril 2020-avril 2021) et des bons de suivi ont été consultés et se sont avérés conformes. Le registre des refus n'est pas mis en place. Non-conformité n°3 : L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place le registre de refus des déchets sous 1 mois conformément l'article 10.3.3 §4 de l'APA. <u>Constats de la visite du 29/11/2023 :</u> A la demande de l'inspection, l'exploitant transmet le registre de refus des déchets de la carrière BDN Lomme. Le registre de refus transmis par l'exploitant présente 10 livraisons de déchets refusées entre le 2/06/2023 et le 20/11/2023. Le motif de refus précisé est systématiquement "déblais non conforme".

L'exploitant a mis en place un registre des refus des déchets non conformes.

L'inspection constate le respect de l'article 3 de la mise en demeure du 30/11/2021.

Observation : Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection de tout refus de déchet non conforme dans un délai inférieur à 48h, cette information devra comporter les informations répertoriées dans le registre pour le déchet concerné (et donc notamment la nature du déchet refusé).

Type de suites proposées : Sans suite